



Communiqué de presse

Paris, 6 mars 2023

Pour une mobilisation en faveur des pensions de famille

A l'Hôtel de Roquelaure, le lundi 6 mars, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, et Olivier Klein, ministre délégué à la Ville et au Logement, ont rencontré des promoteurs, des collectivités locales, des investisseurs et des associations réunis dans le cadre de l'Université de la Ville de Demain, portée par la Fondation Palladio, pour échanger autour de la poursuite du déploiement des pensions de famille partout en France. Les décideurs présents se sont mobilisés collectivement pour soutenir le développement du modèle des pensions de famille.

À cette occasion, les associations ont à nouveau souligné l'utilité sociale de ces structures pour la réinsertion des personnes en difficulté et le soutien nécessaire à apporter à leur développement en droite ligne avec les objectifs gouvernementaux fixés dans le cadre du plan Logement d'abord.

Les pensions de famille, un dispositif vertueux, dont l'utilité sociale n'est plus à démontrer

Destinées à des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile l'accès à un logement ordinaire, les pensions de famille sont particulièrement adaptées pour les personnes ayant connu un parcours d'exclusion. Elles constituent une offre qualitative de logements autonomes et durables, dont la taille réduite, la présence d'espaces collectifs et l'animation par des hôtes, en font des structures à taille humaine qui offrent toutes les conditions nécessaires au bon accompagnement de leurs résidents et proposent ainsi un cadre optimal à leur réinsertion. 90% des résidents déclarent ainsi être satisfaits de leur logement, 87% s'y sentent « chez eux » et autant perçoivent une amélioration de leur situation depuis leur entrée en pension de famille.

Enfin, les pensions de famille et leurs résidents s'intègrent parfaitement dans les territoires, qu'ils soient tendus ou non, et s'avèrent être des solutions moins onéreuses pour la puissance publique que les structures d'hébergement, les nuitées d'hôtel ou les séjours en centres hospitaliers spécialisés. Néanmoins, et alors qu'un objectif ambitieux de 10 000 places nouvelles de pensions de famille et résidences accueil avait été fixé pour la période 2017-2022 dans le cadre du plan Logement d'abord, seulement 5 200 places ont effectivement été créées depuis 2017, portant le nombre de logements en pensions de famille à 21 000 au 31 décembre 2021.

Face à ces constats plusieurs défis sont à relever pour répondre aux besoins et atteindre les objectifs fixés par le plan Logement d'abord

- **PRODUIRE**

Mobilisation du foncier, convaincre les élus, poursuivre l'effort financier de l'Etat tant en investissement qu'en fonctionnement.

- **SOUTENIR**

Dans un contexte de croissance des coûts de production, hausse des taux d'intérêt, baisse des subventions PLAI, croissance des charges, trouver des réponses exceptionnelles pour garantir le modèle économique.

- **MOBILISER**

Etat, collectivités locales, Caisse des Dépôts, bailleurs sociaux, promoteurs, investisseurs, la mobilisation de tous permettra dégager des pistes pour produire plus de pensions de famille.

Emmanuel Ballu, Directeur général Adoma :

« Proposer bien plus qu'un toit... En offrant un logement et un accompagnement adaptés à des personnes isolées. Adoma veut permettre à chacun de retrouver sa place dans la société. Parmi les solutions d'habitat, les pensions de famille répondent aux besoins de ce public spécifique, avec toujours comme finalité de le guider vers l'inclusion.

Adoma a ouvert sa première pension de famille en 2005. Elle en compte aujourd'hui 61 et ambitionne à horizon 2028 d'en ouvrir 44 supplémentaires, en plaçant ce développement parmi les grandes priorités de son plan stratégique du patrimoine, contribuant ainsi à la poursuite des objectifs du plan quinquennal pour le logement d'abord et contre le sans-abrisme (2018-2022), en réponse aux besoins des territoires. »

Bertrand Declémy, président de l'Unafo :

« Partout en France, les adhérents de l'Unafo se mobilisent pour convaincre les élus de l'utilité sociale de la production des pensions de famille. Alors que le gouvernement devrait prochainement annoncer le volet 2 du plan Logement d'Abord, l'Unafo milite pour que celui renforce la mobilisation pour le développement des pensions de famille, tout en consolidant le modèle économique de l'ensemble des résidences sociales ».

Céline Beaujolin, directrice générale d'Habitat et Humanisme :

« Fort de 25 ans d'expérience dans les pensions de famille, 52 maisons ouvertes et une vingtaine en projet, Habitat et Humanisme mesure le bien-fondé et l'efficacité de cet habitat semi-collectif au style de vie familial et protecteur pour l'insertion de personnes au parcours de vie très chaotique ayant souvent connu la rue ou des structures médicales spécialisées (hôpital,...). Si le soutien à la production est indispensable pour augmenter le nombre de places disponibles, le volet accompagnement spécialisé est tout important. Les opérateurs souhaitent pouvoir bénéficier d'un accompagnement renforcé avec du personnel de santé. Coordinateur ou médiateur-santé, il pourra apporter son soutien aux responsables de maisons et aux bénévoles pour faire face aux problématiques de santé mentale, d'addiction, et de perte d'autonomie et ainsi assurer le maintien des personnes accueillies dans leur logement. »

A propos d'Habitat et Humanisme

Depuis sa création en 1985 par Bernard Devert, pour répondre à l'exclusion et l'isolement des personnes en difficulté, Habitat et Humanisme agit en faveur du logement, de l'insertion et de la recréation de liens sociaux.

Résolument tourné vers l'innovation, le Mouvement a développé des outils économiques à vocation sociale, pour financer et mener à bien son action. Habitat et Humanisme s'est donné pour mission :

- De permettre aux personnes à faibles ressources, précarisées en raison de leur situation sociale, de leur âge, de leur handicap ou de leur santé, d'accéder à un logement décent, adapté à leur situation et leurs ressources,
- De contribuer à une ville ouverte à tous, en privilégiant les logements situés dans « des quartiers équilibrés »,
- De proposer un accompagnement personnalisé ou collectif pour favoriser la recréation de liens et l'insertion sociale.

Aujourd'hui, au sein du Mouvement Habitat et Humanisme, 1 700 salariés et plus de 4 800 bénévoles œuvrent au quotidien en faveur du logement et de l'insertion des personnes en difficulté. C'est ainsi qu'en 2020, plus de 1 800 nouvelles familles en difficulté ont pu accéder à un logement et retrouver le chemin de l'insertion.

A propos de UNAFO

L'Unaf est l'union professionnelle du logement accompagné. Autour des valeurs de solidarité et d'accès aux droits, elle représente ses 172 adhérents, anime et structure le réseau et professionnalise. L'Unaf et ses adhérents sont mobilisés pour apporter des réponses à la fois adaptées et innovantes pour accueillir les publics en difficulté, leur permettre de se loger, accompagner les personnes et les ménages vers et dans le logement, mais aussi pour faire entendre la voix du logement accompagné auprès des décideurs publics.

A propos d'ADOMA

Filiale du Groupe CDC Habitat, Adoma est à la fois le premier opérateur national en matière de logement accompagné ainsi que le premier acteur de l'hébergement et de l'accompagnement des demandeurs d'asile. C'est autour de ces deux métiers et de leur complémentarité que se structurent les fondamentaux d'Adoma en matière de prise en charge et d'accompagnement des personnes en difficulté ne pouvant accéder à un logement de droit commun. Une approche qui met l'expertise et la proximité au service de la solidarité et de tous les publics dans le besoin : jeunes en insertion, travailleurs précaires, bénéficiaires de minima sociaux, travailleurs migrants, familles monoparentales, personnes sans domicile fixe ou mal logées, réfugiés, réinstallés etc... Partenaire engagé des collectivités et des politiques publiques, Adoma invente jour après jour des solutions qui favorisent l'insertion et l'autonomie.

<https://www.adoma.cdc-habitat.fr>

A propos de l'Université de la Ville de Demain

Portée par la Fondation Palladio, l'Université de la Ville de Demain est un mouvement qui vise à construire un mode inédit de coopération entre acteurs publics, acteurs privés et société civile en faveur d'une ville bas-carbone pour tous. L'Université de la Ville de Demain poursuit trois grandes missions :

- Agir : L'UVD est la plateforme d'accélération « d'actions collectives » entre acteurs publics, acteurs privés et représentants de la société civile. Les actions collectives sont la marque de fabrique de l'UVD : elles consistent à initier, accélérer ou mettre à l'échelle des initiatives à fort impact social ou environnemental par le biais de larges coopérations entre les tous acteurs de la ville.
- Éclairer : l'UVD invite les grands experts français et internationaux à explorer les problématiques urbaines. Sur les questions de l'habitat, des mobilités, de l'énergie, etc. l'UVD donne les clés de compréhension de la ville.
- Transformer : L'Université de la Ville de Demain a vocation à accélérer la transformation de territoires emblématiques des problématiques urbaines. Elle invite les acteurs de l'UVD à se déplacer sur le terrain - dans le cadre son Université IN SITU - puis à intervenir concrètement pour en faire des lieux d'application des actions collectives. L'objectif ? Créer des laboratoires d'innovation urbaine.

Contacts presse :

Marie-Annonciade Petit, Habitat et Humanisme, 06 98 37 09 08 - ma.petit@habitat-humanisme.org

Jordan Chevreau, Unaf, 06 28 01 06 97 – jordan.chevreau@unaf.org

Lucie-Belle Dissirier, Adoma 06 68 18 27 42 - Lucie-Belle.DISSIRIER@adoma.cdc-habitat.fr

Axel Nevers, Université de la Ville de Demain, 06 22 51 00 86 – axel.nevers@universitededemain.com